

Pressespiegel vom 23.08.2012

Medium	Ausgabe	Titel	Seite
Armee / Armée			
L'Hebdo	23.08.2012	"La maîtrise de l'air de doit pas se faire sur le dos des autres armes"	2
Rüstung / Armement			
Neue Zürcher Zeitung	23.08.2012	Maurers Rettungsring	9
Tages-Anzeiger	23.08.2012	Schweizer Firmen fühlen sich beim Gripen-Deal benachteiligt	10
Blick	23.08.2012	Erben dann die Amis?	11
Der Landbote	23.08.2012	Trügerische Hoffnung auf Milliarden	12
Handelszeitung	23.08.2012	Kopiertes System	13
Der Bund	23.08.2012	Schweizer Firmen fühlen sich beim Gripen-Deal benachteiligt	15
az Aargauer Zeitung Gesamtausgabe	23.08.2012	Übungsabbruch ist kein Tabu mehr	16
Le Temps	23.08.2012	Comment les failles de l'évaluation ont avantagé le Gripen	18
Le Temps	23.08.2012	Lier l'achat à un accord fiscal? Attention danger	20
Die Weltwoche	23.08.2012	Der verschlungene Weg der Waffen	21



Faute de moyens financiers, le chef des Forces terrestres craint de ne plus parvenir à répondre aux nouveaux défis: la défense des infrastructures, des réseaux électriques et informatiques devenus indispensables à la société.

PATRICK VALLÉLIAN

Comment va l'armée? Mieux qu'on le dit, mais pas aussi bien qu'elle le devrait, répond sans langue de bois Dominique Andrey, numéro deux de l'armée et chef des Forces terrestres. Deux ans après son premier «coup de gueule» dans *L'Hebdo* pour dénoncer les jeux politiques autour de l'institution militaire, le général romand a accepté de revenir, une nouvelle fois dans nos colonnes, sur l'état de la

défense nationale. Son analyse est sans appel: si l'armée doit composer avec un budget à la baisse, elle ne pourra plus assumer toutes ses tâches constitutionnelles et défendre tout le territoire. Elle devra aussi laisser les cantons se débrouiller seuls, admet le haut gradé tout en ajoutant qu'il faudrait remettre à plat le concept sécuritaire national.

Une révolution qui verrait l'armée assumer la sécurité des infrastructures stratégiques comme les réseaux routiers, électriques ou informatiques. Et le remplacement du F-5 Tiger par le Gripen dont le budget risque de grever les finances de l'armée? «Nous pourrions aussi nous doter de puissants moyens DCA qui créeraient sur la Suisse une coupole étanche et qui descendraient tout ce qui rentrerait sans y être invité, avion ou missiles», propose le chef des FT, qui craint de voir ses hommes faire les frais de la folie des grandeurs des aviateurs. Il annonce également que l'armée va

renforcer sa cyberdéfense. Interview-vérité.

01
Une armée plus technologique, plus chère.

Nous nous étions promis de nous revoir deux ans après l'interview que vous nous aviez accordée pour faire un nouveau point sur l'état de l'armée (notre édition du 7 octobre 2010). A l'époque, vous nous aviez dressé un tableau sombre de l'institution dont la santé vous faisait «mal au ventre» tant elle n'avait pas de stratégie claire à long terme, qu'elle était le jouet des intrigues politiques ou encore qu'elle manquait d'argent pour boucler ses fins de mois. Qu'en est-il aujourd'hui?

Pour être franc, je vois le futur avec plus d'optimisme, même si la situation n'a pas fondamentalement changé. Comme



Je le disais il y a deux ans, l'armée va mieux qu'on le dit, mais pas aussi bien qu'elle le devrait. Si nous avons pu trouver des solutions pour stabiliser notre logistique, nous sommes toujours face à d'importantes lacunes d'équipement et d'infrastructure dues au manque d'investissements depuis plusieurs années. Il y a encore et toujours un fossé de 20% entre les tâches qu'on nous demande d'accomplir, les investissements que cela suppose et notre budget réel. C'est une situation à laquelle nous sommes habitués, mais qui reste difficile à vivre au quotidien parce qu'elle nous oblige à parer continuellement au plus pressé. Le vrai point positif, en fait, c'est qu'on n'a jamais – du moins depuis longtemps – autant parlé de politique de sécurité et d'armée que depuis deux ans. On ne peut plus raconter n'importe quoi sur la situation actuelle, sur nos difficultés réelles et sur les défis de développement. Mais pour le reste, nous sommes toujours dans l'attente de décisions.

Pourtant, le Parlement vous a donné en septembre 2011 une orientation claire avec un budget de 5 milliards de francs pour 100 000 hommes contre 200 000 actuellement. Il contredisait d'ailleurs le Conseil fédéral qui lui préférait l'option 80 000 hommes et 4,4 milliards de francs.

L'équation de fond est une affaire d'équilibre entre trois volets: les tâches confiées, les effectifs disponibles et les crédits accordés. Avec 5 milliards de francs et 100 000 hommes, nous pouvons travailler et remplir nos missions actuelles. Je dois avouer que ce signal du Parlement était important pour nous. Il nous a permis de lancer des planifications à plus long terme. Mais voilà, le gouvernement, dont la vision financière globale de la Confédération ne correspond pas toujours aux nécessités de l'armée, a remis en question ce nouvel équilibre. En avril, il a demandé au Département de la

défense (DDPS) d'étudier une option à 100 000 hommes pour un budget de 4,7 milliards auquel il faut retrancher 300 millions pour alimenter le fonds d'achat du remplaçant de l'avion F-5 Tiger. Une nouvelle fois, avec 4,4 milliards, nous nous retrouvons dans une zone d'instabilité. Il faudra définir les conséquences sur les tâches et peut-être sur les effectifs qu'une réduction de nos finances pourra avoir.

Il est difficile de vous suivre sur ce point: actuellement, votre budget tourne autour de 4,3 milliards de francs par an pour 200 000 hommes. Avec cette réforme à 4,4 milliards et la moitié moins de soldats, cela semble tout à fait jouable, en sachant que

20 000 militaires de moins, par exemple, représente une économie théorique de 200 millions?

Si l'on regarde la situation sous cet angle comptable oui, même si dans la réalité la réduction de moitié de nos effectifs sera réalisée essentiellement par la suppression des unités de réserve, peu gourmandes en équipement et en coûts d'entretien. Or le problème n'est pas là. L'armée, faute d'obtenir un budget capable de couvrir les besoins réels pour ses missions, est en déficit chronique depuis de nombreuses années. Elle utilise le gros de son budget pour la maintenance et peine à compléter ou à remplacer ses matériels ou infrastructures. Elle a aussi dû renoncer à de nombreux investissements, a pris du retard dans d'autres, au point qu'elle a abandonné des programmes d'équipement notamment en matière d'armes antichars ou de lance-mines lourds. Et l'armée du futur ne sera pas forcément meilleur marché. Au contraire, elle sera souvent plus complexe, plus technologique, donc plus chère.

PROFIL

DOMINIQUE ANDREY

Né le 1^{er} août 1955, Dominique Andrey est ingénieur en génie civil et docteur en sciences techniques de l'Ecole polytechnique de Lausanne. Il est officier de carrière depuis 1987, commande les Forces terrestres depuis le 1^{er} janvier 2008 et est de surcroît le remplaçant du chef de l'armée depuis le 1^{er} janvier 2012.

02

Liquider l'immobilier pour financer les besoins

Pour trouver des sous, vous pourriez vendre vos «bijoux de famille», vos biens immobiliers comme l'aérodrome de Dübendorf, qui aigüise bien des appétits à Zurich...

Bien sûr. Notre parc immobilier est gigantesque et pèse bien quelques milliards de francs, bien que tout ne soit pas directement commercialisable. Vendre certaines de nos places d'armes, de nos casernes et de nos aérodromes nous permettrait aussi d'effectuer quelques économies sur nos coûts de fonctionnement et d'entretien, à supposer que nous puissions nous passer de ces surfaces d'exercice et de ces bâtiments. Cependant, si nous devons réaliser cette opération, il y aurait des conséquences importantes dans les régions concernées. De nombreux emplois passeraient à la trappe.



Les cantons réagiraient.

Vous pourriez aussi réduire vos effectifs de soldats professionnels?

Actuellement, il y a 9500 salariés pour appuyer un effectif de milice de

>>> 200 000 hommes. Il y a des militaires, notamment des instructeurs pour la formation de base, et des personnels civils, pour l'administration et la logistique. C'est vrai que s'il y a moins de soldats, on peut se dire que là aussi nous pouvons couper dans les effectifs. Mais, de nouveau, cela ne fonctionne pas ainsi.

Pourquoi?

C'est un problème d'honnêteté vis-à-vis du citoyen-soldat que de lui fournir un appui optimal lors de ses périodes de service. Diminuer la qualité de cet appui, par manque de personnel professionnel, c'est se moquer du temps que le citoyen met à disposition de son pays. Nous pourrions alors tout aussi bien dire que l'armée roule moins, tire moins ou mange moins. Nous pourrions expliquer à nos miliciens qu'ils devront marcher au lieu de se déplacer dans un camion ou dormir à la belle étoile au lieu de passer la nuit dans une caserne que nous aurons dû vendre. Il faut être sérieux! Nos concitoyens qui effectuent leur école de recrue ou leurs cours de répétition ne sont pas sous les drapeaux pour une thérapie d'occupation. Je m'y refuse. Ils doivent avoir l'occasion de s'entraîner afin de pouvoir, le cas échéant, remplir avec le maximum de chances de succès les tâches qui leur seront confiées. Notre armée doit rester crédible. Cela nécessite temps, personnel et matériel. Et pour cela, il nous faut un budget à la hauteur de nos ambitions.

03

Remplacer le Gripen par une coupole DCA?

Et si vous vous passiez d'acheter les remplaçants du F-5 Tiger, ces fameux

Gripen suédois qui font couler tant d'encre, notamment pour leurs mauvaises performances et pour les zones d'ombre autour de leur achat?

Laissons la question des zones d'ombre, comme vous dites, à la sous-commission du National qui enquête sur ce point! Elle rendra son rapport à la fin du mois d'août. Pour le reste, les Tiger sont vraiment en bout de course. Il était normal de poser la question de leur remplacement, même si tout cela a été initié à une époque où le changement d'un système par un autre allait de soi. Aujourd'hui, c'est plus compliqué. Plus politique aussi. Par chance, nous disposons de 33 excellents F/A-18 et il aurait été judicieux que l'on puisse en acheter d'autres pour compléter notre flotte. Mais nous ne pouvons pas: cet appareil n'est plus produit. Maintenant, au sujet du Gripen, le sommet de l'illogisme serait de dire à l'armée que c'est elle qui veut ce nouvel avion et qu'elle doit donc se le payer elle-même.

Ce n'est pas le cas?

Je tiens à rappeler que si nous avons besoin d'avions, c'est pour remplir nos missions constitutionnelles, notamment de service de police du ciel. Des missions qui nous sont confiées par le pouvoir politique. Partant de là, je trouverais ubuesque de nous laisser nous débrouiller à l'interne pour financer 3,3 milliards de francs au détriment d'autres secteurs de l'armée. En tant que commandant des Forces terrestres, je ne peux pas me résoudre à admettre que nos véhicules ne tireront plus que de manière statique et que nos soldats ne feront plus qu'un cours de répétition sur deux.

On peut donc se passer de ces avions?

Ce n'est pas ce que je dis. Il y a là aussi un problème d'adéquation entre les ressources et les tâches. Et s'il est vrai que la maîtrise de l'air est importante, elle ne doit pas se faire sur le dos des autres armes.

Nombreux sont les spécialistes qui affirment à voix basse que nos 33 F/A-18

suffisent pour les 10 ou 15 prochaines années, notamment pour entraîner nos pilotes aux attaques au sol. Ou alors acheter des PC-21 largement meilleur marché que le jet suédois et qui seraient tout aussi performants que le Gripen, dotés de missiles et de radars modernes...

Si nous avons besoin d'autant d'avions, c'est parce que nous avons fait le choix d'être libres, indépendants et neutres. Aussi, nous devons effectuer l'intégralité du travail nous-mêmes. Un travail que nous ne voulons pas déléguer à la France ou à l'Allemagne. Or notre voie solitaire a un prix. Et il faut que cette voie soit à la fois efficace et finançable.

Existe-t-il d'autres options?

Oui, bien sûr. Nous pourrions également nous doter de puissants moyens DCA qui créeraient sur la Suisse une coupole étanche et descendraient tout ce qui rentrerait sans y être invité, avion ou missiles. C'est plus simple, moins cher, plus rapide, et sans proportionnalité... Mais est-ce que c'est défendable politiquement et internationalement? Pas sûr.

Et si on ne vend pas les «bijoux de famille» de l'armée, si le budget reste à 4,4 ou 4,7 milliards et si l'armée doit s'offrir elle-même les Gripen, que se passera-t-il?

Clairement, nous n'aurons plus le choix. Cette fois-ci, l'armée devra revoir son organisation et couper dans le vif, notamment dans les prestations qu'on attend d'elle en cas de crise. Une armée plus petite et moins équipée ne sera plus en mesure, en tout cas au sens de la quantité, de défendre le pays et surtout de protéger la population. Elle ne pourra plus, même en cas de mobilisation, être présente simultanément et partout.



Dans le même temps, on pourra vous rétorquer qu'on ne risque pas une guerre de si tôt en Europe...

Et ce n'est pas faux, je vous l'accorde. Mais des crises modernes, interétatiques ou autres, peuvent présenter une palette incroyable de dangers et de menaces pour le pays et la population. Tout peut se détériorer très rapidement. Et l'armée, qui demeure la seule réserve stratégique de la Confédération, doit être capable de faire face à cette multiplicité et à cette transformation des besoins sécuritaires.

04

L'abandon du soutien aux cantons

Justement, l'armée joue aussi un rôle très important de subsidiarité vis-à-vis des cantons, notamment pour assurer la sécurité du forum de Davos ou la surveillance des ambassades. Vos hommes ont ainsi « offert » 255 386 jours en 2011 aux autorités cantonales. Pourrez-vous continuer ainsi?

Non, l'armée sera moins disponible pour les cantons. Nous ne pouvons plus tout faire comme avant, notamment fournir des prestations en matière de sécurité. Des prestations qui devront être alors assurées par les cantons par des fonctionnaires de police plus nombreux. Et cela ne coûtera, et de loin, pas moins cher aux collectivités publiques que l'armée.

Vraiment?

Vous savez, des policiers sont des fonctionnaires qu'il faut payer toute l'année à la différence de nos miliciens qui ne sont mis sur pied que lorsque le besoin est là. Le temps où certains cantons pouvaient se décharger sur l'armée pour des tâches de surveillance dévolues à la police semble révolu.

Vous êtes en train de nous dire que vos meilleurs alliés ce sont finalement les cantons?

Oui, c'est juste et c'est logique: la Confédération est un système d'alliance entre cantons, du moins en ce qui concerne la sécurité. Les cantons s'entraident mais ils ont besoin de l'armée comme réserve commune, pour la sûreté et les tâches d'aide en cas de catastrophe, lorsque leurs propres moyens sont débordés. Si l'armée doit faire des économies, ils devront trouver d'autres ressources et certainement passer à la caisse. J'espère qu'ils en sont conscients.

Et que dire de ce que vous appelez les nœuds stratégiques?

J'ai une question à vous poser. A quoi cela servirait-il de tenir solidement notre frontière si un adversaire détruit nos lignes de chemin de fer ou nos autoroutes, nos réseaux électriques ou informatiques?

Pas à grand-chose effectivement.

Les protéger, en cas de crise, appartient aux nouveaux défis de l'armée. Car aucune des régions de notre pays ne peut plus vivre de manière autonome. Elles sont toutes interconnectées en matière d'échanges de personnes, de biens, d'énergie, de données... Ces nombreux réseaux sont indispensables au fonctionnement de notre société moderne, et ils ont pour corollaires des nœuds qui, géographiquement, sont des points névralgiques.

Mais il y a la police pour cela?

Prenons une infrastructure critique comme une centrale ou un barrage, par exemple. Lors d'une situation tendue, la police va faire des rondes supplémentaires, mais elle sera rapidement surchargée. Si l'adversaire est plus costaud, il faudra tenir l'emplacement avec des moyens de plus en plus lourds. Et cela, l'armée sait le faire. Mais elle devra être présente simultanément sur tout le territoire en se

concentrant sur les nœuds stratégiques. Cette présence devra être rapidement nécessaire sur de nombreux sites et absorbera de nombreux effectifs. Ce qui ne se jouera plus avec des corps d'armée ou des divisions comme dans le passé. Les unités seront plus petites, plus flexibles, plus mobiles, plus territoriales aussi. Et l'échelon lourd mécanisé restera, car il faut être capable de rétablir la situation de manière massue et décisive.

En gros, l'armée doit désormais s'occuper aussi de la sécurité intérieure alors que depuis les origines de la Suisse moderne, il a toujours été entendu que la sécurité extérieure était l'affaire de l'armée et son pendant intérieur celle des polices cantonales. C'est une révolution que vous voulez mettre sur la table.

C'est vrai, nous devons révolutionner notre manière d'appréhender la sécurité nationale. Regardons la Suisse moderne en face, elle n'est plus celle de 1848.

05

Cyberdéfense et cyberbataillons

N'est-ce pas d'ailleurs tout le sens du Réseau national de sécurité (RNS) qui se met en place actuellement sous la direction d'André Duvillard, ancien chef de la police neuchâteloise?

Oui. Je lui souhaite d'ailleurs bonne chance.

Une pointe d'ironie?

Non! Il faut regarder la situation franchement. Le RNS est actuellement encore une boîte noire. Officiellement, il devra mettre en réseau tous les moyens disponibles pour répondre à toutes les menaces. Or chacun s'imagine encore y trouver des solutions à chaque problème,



sans devoir trop y contribuer. Il faut impérativement jouer transparence et pragmatisme. Pour que cela soit efficace, il faut que tous les partenaires y apportent leur maximum.

Vous en doutez?

Je suis optimiste de nature, mais j'entends déjà certains cantons nous dire qu'ils n'ont aucun moyen et qu'il faut se retourner vers le RNS, et donc assez rapidement vers l'armée. Mais là, celle-ci risque de ne plus être à la hauteur des attentes puisqu'elle aura été réduite dans sa taille et ses moyens. Nous ne pourrions tout simplement plus faire face à une tâche fondamentale de l'Etat: protéger le pays et ses habitants.

En parlant d'avenir, le DDPS, qui avait été chargé par le Conseil fédéral de gérer le dossier de la cyberdéfense du pays, l'a perdu en avril dernier. Depuis, le Département des finances a repris le leadership et a rédigé la stratégie validée en juin par le gouvernement. Il se dit en coulisses que ce fiasco est dû autant à une guerre entre les offices fédéraux et à l'isolement d'Ueli Maurer au Conseil fédéral...

Nous ne cherchions pas forcément le «lead» dans le dossier. Pour nous, c'était surtout une manière de s'échanger des informations, de progresser. Le mieux que je puisse espérer, c'est que le Département des finances reprenne les bonnes idées du rapport et les mette en œuvre. L'important, finalement, est que notre pays et ses habitants soient à l'abri de ces menaces encore trop sous-estimées.

Peut-être, mais la réponse à la cyber-guerre dans l'espace informatique n'est plus que technique et administrative. Quelle est alors votre stratégie?

Le risque est grand qu'on laisse chaque utilisateur assurer en vase clos sa sécurité même si on sait très bien que ce vase clos n'existe pas en matière d'informatique. Il suffit d'un petit trou dans le dispositif et vous laissez passer n'importe quoi. Nous

l'avons dit. Espérons que le message sera entendu. De notre côté, nous allons devoir renforcer notre structure dans ce domaine.

Allez-vous lancer les fameux cyberbataillons?

Ce n'est qu'une vision de l'esprit, mais il faut bien reconnaître que nous avons la capacité de trouver les compétences pour cela. Parmi nos miliciens, nous disposons de génies de l'informatique.



Si l'on parle d'équipements modernes et de gros dossiers qui ont provoqué des polémiques, où en êtes-vous avec votre système de conduite et d'information des Forces terrestres? Il a été évoqué à plusieurs reprises que ce projet budgétisé à 700 millions de francs ne fonctionne pas et qu'il faudrait encore plusieurs millions pour qu'il fasse entrer l'armée dans le monde moderne. Info ou intox?

C'est faux. L'argent a été investi correctement. Et le système de conduite et d'information des Forces terrestres fonctionne, peut-être pas de manière aussi optimale que nous le souhaiterions, mais il fonctionne. En plus, il a démontré qu'il était indispensable. Actuellement, quand vous constatez quelque chose, vous envoyez un message radio à un soldat qui note sur un papier ce que vous lui avez dit avant de le reporter sur un plastique posé sur une carte. On amène ensuite ce plastique à l'étage supérieur pour en informer les officiers... La société moderne ne fonctionne plus comme cela. Aujourd'hui, chaque jeune soldat possède un iPhone et il est habitué à agir en réseau. Et vous voudriez leur demander de revenir à l'âge de pierre alors que l'information doit se diffuser rapidement.

Où est le problème alors?

Le programme fonctionne très bien avec les réseaux de fibre optique et d'ondes dirigées. En revanche, il peine avec nos appareils radio. Le tuyau est trop petit pour la quantité d'informations qui doit y passer et nos matériels sont trop anciens. C'est ce que constatent tous les fournisseurs d'internet...

A qui la faute?

En fait, nous avions prévu de changer nos radios en même temps que nous mettions en route le nouveau système de conduite. Mais encore une fois, l'argent a manqué et l'investissement a dû être repoussé. D'où ce décalage.

L'helvétisation du programme n'est donc pas en cause?

Pas du tout. L'helvétisation du software pour faciliter son utilisation par la milice et pour remplir nos activités d'aide à la population est tellement bonne que les Espagnols, qui nous l'ont vendu, veulent nous l'acheter. Les autres pays intéressés par ce programme désirent aussi notre programme suisse...

Quand Ueli Maurer dit qu'il veut tirer la prise, il se trompe alors?

Je suis convaincu que notre conseiller fédéral a compris non seulement l'utilité du système mais surtout son indispensable compatibilité avec la société civile dans laquelle vit le citoyen-soldat.

N'empêche que c'est de notoriété publique qu'il est contre ce matériel moderne qui serait, selon certains UDC, un premier pas vers une adhésion à l'OTAN. Ou, pire, qui vous permettrait d'espionner vos hommes depuis votre bureau...

Ce qui est complètement faux. Les soldats qui ont été instruits sur ce système ne veulent pas revenir en arrière. Vous savez, à la guerre comme dans d'autres domaines, celui qui dispose des meilleures informations a les meilleures chances de gagner. Un rapport d'évaluation du projet a été remis aux commis-



sions du Parlement. Toutes les options sont possibles. Nous pouvons effectivement tirer la prise. Mais nous n'aurons rien et l'armée sera toujours en décalage entre l'âge de la pierre taillée et la civilisation moderne. On peut aussi nous donner les millions qui nous manquent pour acquérir des appareils radio performants. Ou alors modifier le concept d'engagement en diminuant la puissance du réseau et donc le volume des informations que nous voulons faire circuler. Tout est ouvert. Une discussion aura lieu à la fin août. Tout ce que je peux vous dire, c'est que notre système a fait ses preuves. Dernièrement, nous avons participé à un exercice dans la région de Bâle, SEISMO_12. Notre réseau autonome était le seul qui pouvait remplacer le réseau natel qui n'aurait par exemple pas résisté à un tremblement de terre ni à la rupture de l'approvisionnement de l'électricité.

07

Un rapport de sécurité sans stratégie globale

L'armée est-elle aussi en danger avec l'initiative proposant la suppression du service militaire obligatoire? Munie de 107280 signatures, elle a été déposée en janvier 2012 à la Chancellerie fédérale par le Groupe pour une Suisse sans armée et devrait être soumise au peuple en 2013. Craignez-vous un vote sanction après les crises autour de l'armée?

A force de jouer avec l'armée, on la décrédibilise, on la rend précaire. Et à force de couper les budgets, on diminue la qualité de l'instruction. Au final, les citoyens soldats pourraient se dire que tout cela ne sert à rien. Mais je verrais surtout un vote reflétant l'égoïsme ambiant. Nous vivons dans une société où les citoyens comprennent très bien qu'il faut une armée mais ne veulent plus donner ce temps à

la nation. Ils délèguent un maximum et si possible sans que cela coûte. Or, notre système de milice est le meilleur qui existe. Il nous permet d'avoir des soldats de haut niveau. Je prétends d'ailleurs que nous avons, à temps d'entraînement équivalent, une meilleure armée que bien des armées professionnelles européennes. Et ce grâce à la qualité de nos hommes. Cela serait dommage de casser cette belle machine, cet engagement pour la société.

Vous êtes donc contre le volontariat?

Soyons franc, le GSSA ne vise pas la fin de l'obligation de servir. Il cherche à réaliser son objectif: une Suisse sans armée.

Vraiment?

La fin de la conscription obligatoire, c'est la fin de l'armée. C'est tout d'abord un problème de quantité: les effectifs ne seront probablement jamais suffisants pour remplir les tâches que j'ai évoquées plus haut: la sécurité du pays et de ses habitants ne sera donc que partielle et donc sélective. Ce sera ensuite un problème de qualité: la force de notre système actuel de milice est la représentation effective de notre société, avec ses forces et capacités. Se baser sur le volontariat, c'est accepter de n'avoir pour protéger pays et population que des catégories particulières de la société. Et finalement, il faut admettre que l'obligation de servir protège aussi le citoyen-soldat dans le monde du travail. Un employeur ne peut pas aujourd'hui pénaliser un milicien, dans le cas du volontariat si.

Quelles conséquences en tirez-vous pour le développement de l'armée dans les années à venir?

Si l'on veut maintenir un système de milice, sur une base d'obligation de servir, il faut avoir l'honnêteté de donner à ces citoyens le maximum de chances de pouvoir remplir leurs missions, notamment en les instruisant de manière exigeante, en les équipant de manière moderne et en développant des modèles de service

qui soient davantage en phase avec la société moderne. Au niveau organisationnel tout d'abord, nous pensons qu'il ne faudrait plus que deux écoles de recrues par année au lieu de trois actuellement. Nous estimons également que chaque soldat devrait exécuter ses cinq cours de répétition en l'espace de huit ans au lieu des six cours. Nous abandonnerions aussi les quatre années de réserve.

Ces questions auraient dû être traitées par le dernier rapport politique de sécurité sorti en 2010, non?

Oui. S'il présente une très bonne analyse des risques et menaces, ce rapport ne précise rien du comment on veut anticiper, prévenir, protéger, intervenir et rétablir, ni surtout avec quels moyens et quelles priorités. C'est ce que je déplore, ce manque de stratégie globale. Je sais que cela sera discuté dans la prochaine mouture du rapport de sécurité.

Dans dix ans, comme les précédents rapports?

Non, nous n'aurons plus une nouvelle feuille de route tous les dix ans comme aujourd'hui, mais tous les quatre, soit lors de chaque législature. C'est un sujet sur lequel planche le Conseil fédéral. Et je m'en réjouis. De tels rapports, s'ils sont bien faits, sont essentiels même si l'armée préférerait une planification à huit ans. Cela dit, nous savons désormais que notre situation sera instable jusqu'en 2016, jusqu'au moment où le peuple aura voté l'initiative du GSSA, qu'il aura donné son avis sur l'achat du Gripen également et que la nouvelle loi militaire sera sous toit. Jusque-là, nous devons vivre au jour le jour. Ce qui est pénible parfois.

Un vœu pour l'avenir?

Gouverner, c'est prévoir. Avoir une armée, c'est avoir une réserve stratégique pour intervenir de manière décisive lorsque la crise se présente. Mais il faut avoir la volonté de donner à cette armée les moyens de remplir les tâches



L'Hebdo

23.08.2012

Auflage/ Seite

45219 / 44

Ausgaben

50 / J.

Seite 7 / 7

9048

10018293

EVD / PD / UVEK / EFD / EDI / EJPD / BK

que l'on attend d'elle... ou alors le courage – et la prise de risque – de diminuer la liste des prestations attendues. C'est une question de choix fondamental, non pas militaire mais politique! o

«IL FAUT ÊTRE SÉRIEUX! CEUX QUI EFFECTUENT LEUR ÉCOLE DE RECRUE OU LEURS COURS DE RÉPÉTITION NE SONT PAS SOUS LES DRAPEAUX POUR UNE THÉRAPIE D'OCCUPATION. JE M'Y REFUSE.»



Maurers Rettungsring

Rahmenabkommen mit Schweden wegweisend für den Kampfjet Gripen

In den nächsten Tagen will Bundesrat Ueli Maurer mit Schweden alle strittigen Fragen zum Gripen-Kauf in einem Rahmenabkommen klären. Die Vereinbarung soll allerdings nicht publik gemacht werden.

rz. · Der parlamentarische Bericht zur Evaluation eines neuen Kampfflugzeugs (NZZ 22. 8. 12) hat bei Bundesrat Ueli Maurer nur bedingt Freude ausgelöst. Der Verteidigungsminister moniert namentlich, die Schlussfolgerungen der Gripen-Subkommission basierten nicht auf dem jüngsten Stand des Verhandlungsprozederes.

Ein Beleg dafür findet sich im Bericht im Kapitel «Politische Risiken». Es sei noch nicht geklärt, inwiefern der Beschaffungsprozess für den neuen Typ Gripen E/F in Schweden selber ablaufen werde. Während der Kommissionsarbeiten sei zudem noch unklar gewesen, wer mit wem (Schweiz, Schweden oder Herstellerfirma Saab) den Vertrag aushandeln werde. «Dieses Dreiecksverhältnis muss geklärt werden», heisst es im Bericht.

Diese Frage sei geklärt, verlautete am Mittwoch aus dem Verteidigungsdepartement. Die Schweiz verhandle direkt mit der schwedischen Regierung, teilte VBS-Sprecherin Silvia Steidle auf Anfrage mit. Resultieren soll ein bilaterales Rahmenabkommen («Framework Agreement»). Dieses werde «das Resultat der noch laufenden Gespräche mit der schwedischen Regierung abbilden und spezifisch die Details der gemeinsamen Beschaffung der Gripen regeln».

Angesichts der Vorbehalte, welche die parlamentarische Gripen-Kommission in ihrem Bericht formuliert hat, kommt dem Inhalt des «Framework Agreement» präjudizierende Wirkung zu. Bundesrat Maurer signalisierte am Dienstag in der Sendung «10 vor 10», die Verhandlungen stünden unmittelbar vor dem Abschluss. Er rechne damit, dass das Rahmenabkommen noch vor Ende August unterzeichnet werden könne. Anschliessend werde, wie das VBS tags darauf präzisierte, das Abkommen dem Bundesrat zur Genehmigung unterbreitet.

Dringend erwünscht wäre, dass die Details des Rahmenabkommens nach der Unterzeichnung zwecks Transparenz möglichst integral publik gemacht

werden. Das sei jedoch nicht vorgesehen, liess das VBS auf Anfrage verlauten. Weshalb nicht: Weil das «Framework Agreement» preisliche Angaben zu Flugzeug und Logistik enthalten werde, die wettbewerbs sensitiv seien. «Deshalb wird das Abkommen nicht publik gemacht», so VBS-Sprecherin Silvia Steidle. Jedoch solle die Gripen-Subkommission Einblick in das Dokument nehmen können.

Bundesrat Ueli Maurers Partei, die SVP, publizierte am Dienstag überraschenderweise keine Stellungnahme zum Bericht der Gripen-Kommission. Die Mutmassung, dieses Stillhalten hänge damit zusammen, dass in der SVP der Support für den Kauf neuer Kampfjets schwinde, sei aber verfehlt, betonte Generalsekretär Martin Baltisser am Mittwoch. «Ueli Maurer hat die volle Rückendeckung der SVP.» Einigkeit herrsche fraktionsintern indessen auch darüber, dass das Verteidigungsdepartement gehalten sei, die offenen Punkte noch zu klären, sagte Baltisser.

Nicht nur die SVP ist daran interessiert, den zuständigen Behörden Schwedens und der Schweiz in die Karten schauen zu können. Es geht immerhin um 3,126 Milliarden Franken.



Schweizer Firmen fühlen sich beim Gripen-Deal benachteiligt

Vom grössten Teil der Gegengeschäfte für den Gripen-Kauf profitieren die Ruag und Pilatus. Für KMU sei dies doppelt schlecht, sagt ein Branchenvertreter.

Von Christian Brönnimann, Bern

Es sind Zahlen, die in der Schweizer Industrie noch zu reden geben dürften: Kommt der Kauf von 22 Gripen-Kampffjets zustande, verpflichtet sich der schwedische Jethersteller Saab zwar, die ganze Kaufsumme mit Gegengeschäften mit Schweizer Unternehmen zu kompensieren. Davon würden aber in erster Linie der staatliche Rüstungskonzern Ruag und die Stanser Pilatuswerke profitieren. Für andere Unternehmen bliebe nur ein kleiner Teil der gesamten Kompensationssumme übrig. Diese Pläne legte die parlamentarische Subkommission, die die Beschaffung der Kampffjets begleitet, in ihrem Untersuchungsbericht offen (TA von gestern).

Konkret sichert Saab demnach der Schweiz Kompensationsgeschäfte im Umfang von mindestens 2,2 Milliarden Franken zu. Das ist ein integraler Bestandteil des Rüstungsgeschäfts. Davon soll aber eine ganze Milliarde an die Ruag gehen für die Endmontage der Gripen-Jets. Für weitere 600 Millionen Franken plant die schwedische Luftwaffe den Kauf von PC-21-Trainingsflugzeugen der Pilatuswerke. Nach Abzug von bereits abgewickelten Geschäften im Umfang von 200 Millionen Franken blieben damit für indirekte Gegengeschäfte mit Schweizer Unternehmen noch 400 Millionen Franken übrig. Hochgerechnet auf eine zehnjährige Beschaffungsphase wären dies 40 Millio-

nen Franken pro Jahr.

Kein Know-how-Transfer

Für Vertreter der Industrie ist diese Verteilung eine grosse Enttäuschung. Die in Aussicht stehenden 400 Millionen seien ein «sehr tiefer Betrag», sagt Markus Niederhauser, Präsident des Westschweizer Industrieverbandes GRPM. Für die KMU bleibe ein zu kleines Stück des Kuchens übrig.

Niederhauser prangert eine doppelte Benachteiligung an. Erstens sei es für die Unternehmen schwierig, an die sogenannten Offsetgeschäfte zu kommen. Zweitens finde ohne Aufträge auch kein breiter Know-how-Transfer statt, wie er im Rahmen von Kompensationsprogrammen jeweils versprochen werde. «So verbessern sich für viele Unternehmen die Aussichten auf internationale Geschäfte auch langfristig nicht», sagt Niederhauser. Neben der Aufteilung zwischen den grossen Konzernen und den KMU steht auch die ungenügende Berücksichtigung aller Landesteile in der Kritik. Die Vorgabe, dass mindestens ein Drittel der Kompensationssumme in die Westschweiz und ins Tessin fliessen müsse, werde kaum erreicht, sagt Niederhauser.

Von den drei Jet-Anbietern, die ursprünglich im Rennen waren, schneidet Saab bei den Kompensationsgeschäften am schlechtesten ab. Die schwedische Firma werde nach Aussagen des Offsetbüros von Armasuisse «noch grosse Anstrengungen leisten müssen, um seine Offsetverpflichtungen erfüllen zu können», hält die Subkommission in ihrem Bericht fest. Die Konkurrenten EADS und Dassault hätten ein grösseres Potenzial ausgewiesen.

Schleppende Verhandlungen

Auch Markus Niederhauser hat von Saab den schlechtesten Eindruck. Im Gegensatz zu Saab hätten die anderen beiden Firmen in Vorgesprächen zugesichert, bei ihren Offsetplänen entstünden keine so grossen «Klumpen», sagt Niederhauser. Die Gespräche mit den Schweden seien insgesamt «enorm langsam» angelaufen.

In der Tat musste in diesem Frühjahr ein erstes Businessstreffen zwischen schweizerischen und schwedischen Firmen wegen geringer Teilnahme verschoben werden. Als das Treffen im Juni dann doch stattfand, sprachen Beteiligte auf Schweizer Seite vorsichtig von ersten positiven Zeichen.

Ueli Maurer bezieht Stellung

Ein Sprecher von Saab geht auf Anfrage nicht näher ein auf die konkreten, im Bericht der Subkommission genannten Zahlen. Die Details seien Gegenstand von vertraulichen Verhandlungen. Der Leiter von Saab Aeronautics, Lennart Sindahl, betonte im Juni vor den Medien, dass auch in rüstungsfernen Branchen viele Optionen für die Offsetgeschäfte bestünden.

Das Verteidigungsdepartement äussert sich genauso wenig zu den Zahlen. «Erst die Vereinbarungen mit der schwedischen Regierung und die Vertragsverhandlungen werden die Grundlage für eine derartige Aufteilung bilden», sagt eine Sprecherin. Um den Anteil der KMU am Kompensationsgeschäft zu erhöhen, habe das Offsetbüro inzwischen zusätzliche Bemühungen gestartet.

Verteidigungsminister Ueli Maurer scheint einen gewissen Erklärungsbedarf bezüglich der Offsetgeschäfte auszumachen. Er hat die Medien für nächsten Dienstag zu einem Hintergrundgespräch eingeladen, in welchem er zum Thema Stellung nehmen will.



Dem Gripen droht das Aus Erben dann die Amis?

Scheitert der Gripen, könnte es rasch eine neue Offertenrunde mit den Kampfjet-Anbietern geben.

Der Gripen sei das grösste technische, finanzielle, politische und zeitliche Risiko. So beurteilt die Sicherheitskommission des Nationalrats die Kampfjet-Typenwahl von Bundesrat Ueli Maurer (BLICK berichtete).

Bis Anfang Oktober will Maurer jetzt einen Bericht vorlegen, der diese Risiken aus der Welt schafft. Ob er dies bis dann schafft, ist fraglich. **Denn**

das schwedische Parlament, der Reichstag, entscheidet erst im Dezember, ob die Armee 60 neue Gripen erhält. Diese Mitbeteiligung Schwedens am Gripen ist aber zentral. Kauft Schweden nicht, dann ist der Gripen wegen mangelnder Nachfrage tot.

So schwarz mag SVP-Nationalrat Thomas Hurter, der die Gripen-Subkommission leitete, nicht sehen. Wichtig sei jetzt: «An der Kampfjetbeschaffung festhalten, Entscheid der Schweden abwarten, Risiken vertraglich absichern.» Aber was ist, wenn der Gripen nicht kommt?

«Wir brauchen ein neues Kampfflugzeug, die Armee braucht eine gut funktionierende Luftwaffe», sagt Hurter. «Wir müssten deshalb eine neue Offertenrunde starten. **Eine solche Runde könnte relativ schnell und ohne wesentli-**

che zeitliche Verzögerung durchgeführt werden. Allenfalls könnte man bei dieser Gelegenheit auch **ei-**

nen neuen Anbieter zur Offerte einladen.»

Die FDP forderte bereits im Falle eines Gripen-Scheiterns ein alternatives Kampfflugzeug. **Also die Rafale oder den Eurofighter, die beide in der Evaluation unterlegen waren.** Oder, so überlegt man in Bern, einen Jet der US-Firma Boeing, **die den F/A-18 herstellt. Die Amis wären die lachenden Vierten.**

Für Hurter ist einzig klar: «Der Jet, den man jetzt kauft, ist voraussichtlich auch der, der den F/A-18 ersetzt.» Die kleine Schweizer Luftwaffe könne sich zwei verschiedene Systeme schon finanziell auf die Dauer nicht leisten.

Henry Habegger



Trügerische Hoffnung auf Milliarden

BERN. Der Kauf des neuen Kampfflugzeugs für die Schweizer Armee ist zwar sehr teuer, dank Gegengeschäften soll aber ein mindestens so hoher Betrag an die heimische Wirtschaft zurückfliessen. Allerdings hat dieses Modell in der Vergangenheit nicht wirklich funktioniert.

LUCA DE CARLI

Wenn die Schweizer Armee Rüstungsgeschäfte mit ausländischen Firmen abschliesst, werden diese in der Regel verpflichtet, für eine gleich hohe Summe Aufträge für die Schweizer Industrie zu organisieren. Das ist eine Praxis, welche die meisten westlichen Länder anwenden. Der Bereich Rüstung ist denn auch explizit von WTO- oder EU-Verträgen ausgenommen, die solche Absprachen eigentlich verbieten. Ein Gegengeschäft kann direkt, das heisst ein Schweizer Unternehmen wird an der Produktion des bestellten Guts beteiligt, oder indirekt (offset) sein. Im zweiten Fall wird der ausländische Anbieter verpflichtet, der Schweizer Industrie Aufträge aus seinem Heimatland zu beschaffen – etwa ein Rüstungsgeschäft mit dessen Armee.

Gegengeschäfte sind auch bei der Beschaffung des neuen Kampffluggesetzes der Armee ein grosses Thema. Der Bundesrat hat sich im November für den Gripen des schwedischen Herstellers Saab entschieden. Die Gesamtkosten beziffert er mit rund 3,1 Milliarden Franken, darin enthalten sind aber auch Ausgaben für Waffen, Infrastruktur oder Ausbildung. Die 22 Flugzeuge alleine sollen 2,2 Milliarden kosten, und in diesem Umfang erwartet der Bund auch Kompensationsgeschäfte von Saab, wie aus

dem am Dienstag veröffentlichten Untersuchungsbericht hervorgeht.

«Saab bemüht sich zu wenig»

Die verantwortliche Subkommission hegt allerdings Zweifel, ob Saab dazu willens und in der Lage ist. Nationalrat Geri Müller (GP, AG) bestätigte gestern, dass sich Mitarbeiter der Beschaffungsbehörde Armasuisse vor der Kommission über mangelndes Engagement von Saab beklagt haben. Das Offset-Büro, welches für den Austausch zwischen Beschaffungsbehörde und Industrie sowie die Kontrolle der Gegengeschäftsvereinbarung zuständig ist, wird im Bericht zudem so zitiert, dass «Saab grosse Anstrengungen wird leisten müssen, um seine Verpflichtungen zu erfüllen». Armasuisse will sich derzeit nicht äussern und verweist an das Verteidigungsdepartement (VBS), welches ebenfalls keine Stellung zu Aussagen und Zahlen aus dem Bericht nimmt. Im Rahmen von sogenannten Offset-Banking-Agreements seien aber bereits Vereinbarungen über mehr als 100 Millionen getroffen worden.

Im Bericht steht weiter, dass ein Grossteil der Gegengeschäfte an zwei Unternehmen geht. Direkt werde der bundeseigene Rüstungsbetrieb Ruag profitieren (1 Milliarde im Zusammenhang mit der Endmontage des Gripen) sowie indirekt Pilatus (600 Millionen

für Trainingsflugzeuge für die schwedische Armee). Es stellt sich die Frage, ob so die angeblich vom Bund gestellten Bedingungen an die Gegengeschäfte erfüllt werden können: 50 Prozent sollen an KMU und 50 Prozent ausserhalb der Rüstungsindustrie vergeben werden, zudem sei auf eine ausgewogene regionale Verteilung zu achten. Der Maschinenherstellerverband Swissem, der die Industrie in den Gegengeschäftsverhandlungen vertritt, ist zuversichtlich: Selbst wenn die Geschäfte an wenige grosse Unternehmen gingen, würden durch die Weitervergabe von Aufträgen schliesslich auch KMU aus der ganzen Schweiz profitieren.

Alte Aufträge als neu deklariert

Bleibt die Frage, ob die Gegengeschäfte die Industrie überhaupt weiterbringen: Ein Bericht der eidgenössischen Finanzkontrolle für den Zeitraum 1995 bis 2005, in dem Aufträge für 4,3 Milliarden vergeben wurden, zeigt, dass sich nur rund 40 Prozent des Volumens positiv auf die Beschäftigung in der Schweiz ausgewirkt hat. Bei fast der Hälfte der befragten Firmen waren die Aufträge sogenanntes «Daily Business», wären also auch ohne Gegengeschäfte getätigt worden. Das VBS sagt dazu, dass in den letzten Jahren eingeführte Kontrollmassnahmen dieses Problem weitgehend beseitigt haben.



Kopiertes System

Waffen Bei einem allfälligen Schlag gegen den Iran könnte auch eidgenössisches Know-how eine Rolle spielen. Die Schweiz kooperiert seit über 60 Jahren mit Israel bei der Entwicklung von Rüstungsmaterial.

BERNHARD FISCHER

Badehose, Sandalen und ein Sturmgewehr – in dieser Montur macht sich Avi B. an den Strand von Tel Aviv auf. Es ist August in Israels Partystadt und erbarmungslos heiss. Avi durfte für ein paar Tage nach Hause zu seiner Familie und zum Baden. Doch die Regeln für den Rekruten sind selbst in seiner Freizeit streng. Von seiner Waffe darf er sich nie trennen – auch am Strand nicht.

Bald könnte Avi für längere Zeit nicht mehr zum Baden kommen. Israels Ministerpräsident Benjamin Netanjahu droht offen mit einem Angriff auf den Iran. Deses Präsident Mahmud Ahmadinedschad habe es mit Hasstiraden gegen den Judenstaat und Atombombendrohungen zu weit getrieben. Jetzt würde nur noch modernste und effiziente Kriegsführung gegen das Mullah-Regime helfen. Netanjahu rechnet dabei mit 16,67 Toten Israeli pro Tag und das einen Monat lang. Irgendwann ab Herbst.

Es soll ein Hightech-Krieg werden. In diesem Szenario kämpfen an der digitalen Front Softwareingenieure. Sie hacken das iranische Stromnetz und die Zentrifugen der Atomanlagen, um die Urananreicherung zu stoppen. Aufklärungsdrohnen neuester Bauart spionieren das feindliche Territorium aus. Radarsysteme überwachen den Luftraum und halten im Ernstfall der israelischen Luftwaffe den Rücken frei. Und modernste Laserzielmesssysteme können den Feind zentimetergenau lokalisieren.

Die ganze Maschinerie baut auf einer jahrzehntelangen Rüstungsgeschichte auf – und zum Teil auf Schweizer Know-how. Seit 1948 unterhalten die beiden Staaten enge Beziehungen im militärischen Bereich.

Mit Schweizer Präzision

Der Rüstungswettlauf im Nahen und Mittleren Osten verschaffte diversen

Schweizer Rüstungsherstellern immer wieder Aufträge. Entweder wurde direkt an Israel geliefert oder die Waffen finden ihren Weg nach Israel über die USA. Umgekehrt werden Produkte und Forschung aus Israel für die eigene Armee eingekauft. Nicht nur die Ruag, die grösste Rüstungsfirma der Schweiz, lieferte Kriegsmaterial wie etwa Streubomben im Libanon-Krieg 2006 an Israel. Auch mehrere kleine Firmen in der Schweiz machen seit vielen Jahren gutes Geld mit der Materialschlacht.

So entwickelt etwa die RST in Thal gemeinsam mit den Israeli modernste Radartechnik für die Armeen beider Staaten. Die STI-Gruppe und deren Tochter Hartchrom Defense Technology mit einer Niederlassung in Steinach soll Geschützrohre für US-Lieferanten veredeln, die auch nach Israel liefern. Offiziell wird das nicht bestätigt. Vectronix in Heerbrugg produziert laseroptische Geräte zur Zielerfassung und ist mit seinen Produkten für nahezu alle Armeen dieser Welt führend – so wohl auch in Israel, vermuten Experten.

Die Handelsaktivitäten dieser hoch spezialisierten Firmen lassen sich aus der jüngsten Statistik für Kriegsmaterialexporte nicht herauslesen. So wurden im 1. Halbjahr 2012 keinerlei Waffen nach Israel ausgeführt. Die neutrale Schweiz sei sauber und halte sich an alle internationalen Abkommen auf Punkt und Beistrich, heisst es dazu von offizieller Seite. Geht man zurück bis 1998, dann wurden in der Tat Rüstungsgüter im Wert von insgesamt nur 3,5 Millionen Franken nach Israel geliefert. Scheine ein Waffenexport in der Statistik von einigen wenigen Kilogramm auf, dann seien dies möglicherweise Handfeuerwaffen, die der Botschafter im Handgepäck ins Krisengebiet zum Selbstschutz mitgenommen habe, sagt ein Experte des Seco. Importe hingegen werden erst gar nicht erwähnt.

Doch die Rüstungsbeziehungen zwi-

schen den beiden Ländern sind enger, als die Statistik glauben macht. Tiefgehende Kooperationen beider Armeen haben eine lange Tradition, die mehr als 60 Jahre zurückreicht.

Vor etwa 30 Jahren wollte die Schweizer Armee Pfeilmunition in Israel für ihre Panzer einkaufen. In einem Brief von Bundesrat Fritz Honegger an Bundespräsident Georges André Chevallaz vom 18. Dezember 1980 heisst es: «Aus wirtschaftlichen und verteidigungspolitischen Gründen ist diesem Geschäft der Vorrang zu geben gegenüber einer allfälligen Sensibilisierung pro-arabischer Kreise.» Das Geschäft wurde noch am selben Tag schriftlich aus Bern genehmigt.

Im Jahrestakt treffen sich die Generäle beider Streitkräfte seit 1948 bis heute zum Austausch über neueste Waffengattungen und Erfindungen militärischer Geräte. Im April dieses Jahres kündigte etwa die Beschaffungsagentur Armasuisse an, neues-

Der historisch bedeutendste Militärexport der Schweiz nach Israel: Rekrutenschule und Betonbunker.

te Aufklärungsdrohnen zu evaluieren. Derzeit sind noch israelische Drohnen des Typs ADS95 im Einsatz, um Schmuggler an der Schweizer Grenze zu Italien aufzuspüren. Neun verschiedene Modelle wurden begutachtet, zwei sind in der engeren Auswahl: Die Modelle Heron und Hermes – wieder von zwei israelischen Rüstungsfirmen, den Israel Aerospace Industries (IAI) und Elbit Systems. Das Auftragsvolumen: Sechs Drohnen für bis zu 400 Millionen Franken. Wenige Monate zuvor besuchte Korpskommandant André Blattmann sein israelisches Pendant Benjamin Gantz in Tel Aviv. Es war ein «Arbeitsbesuch», um Herausforderungen «im Bereich der Streitkräfteentwicklung» zu besprechen. Auch am 700 Millionen



Franken teuren Führungsinformationssystem (FIS) hält man fest, bei dem Israel ebenfalls Forschungspartner ist. Die Schweiz ist für die hochpotente Rüstungsindustrie Israels ein wichtiger Absatzmarkt, um die eigenen Entwicklungskosten hereinzuspielen.

Aus Schweizer Sicht ist Israel als direkter Exportmarkt hingegen von historischer Bedeutung. Im Jahr 1948 besuchte Israels General Jigal Yadin die Eidgenossen, um das Milizsystem für sein Land zu kopieren. Drei Jahre lang muss heute ein Rekrut wie Avi «Miluim» absolvieren, eine der härtesten Grundausbildungen der Welt. Für Frauen sind es zwei Jahre. Israels Armee wurde ab 1948 zu einer Milizarmee nach Schweizer Vorbild: Mit Rekrutenschule und Wiederholungskursen über mehrere Jahre. Erst ab dem Rang des Brigadegenerals wird das Töten auf Befehl zum Beruf. Israels hochrangige Militärs nahmen das schon vor 60 Jahren ernst.

Sie haben sich damals in zwei aufeinanderfolgenden Kriegen behauptet, dem israelisch-arabischen Bürgerkrieg und dem Sinai-Krieg. In diesen Jahren gingen wegen der Kriegshandlungen Diskussionen in der Schweiz los, ob weiterhin Rüstungsgerät nach Israel exportiert werden dürfe. Ab 1955 waren diese auf dem Papier verboten. Nachdem die heimische Rüstungsindustrie intervenierte, drückte die Politik ein Auge zu. In einem vertraulichen

ISRAEL GEGEN IRAN

Militärschlag «fast endgültig»

Alleingang Israel erwägt einen militärischen Schlag gegen das iranische Atomprogramm noch vor der Präsidentschaftswahl in den USA vom November – also ohne Mithilfe von Washington. Ministerpräsident Benjamin Netanjahu und Verteidigungsminister Ehud Barak hätten einen solchen Entschluss schon «fast endgültig» gefasst, berichteten Medien in Israel vor zwei Wochen.

Mehrheit für Angriff Nach einer Umfrage der israelischen Tageszeitung «Maariv» heissen 40 Prozent der Israelis ei-

Schriftstück an den Bundesrat anno 1965 hiess es für diese Region, «keine Kriegsmaterialienexporte zuzulassen». Mit einem rhetorischen Kniff wurde dieser Passus umschifft: Geschäfte «vor dem Zeitpunkt des Beschlusses» samt «Ersatzteilen und Munitionsdotationen» wurden vom Verbot ausgenommen.

Geld ist wichtiger als Frieden

Als in den 1960er-Jahren die Raketentechnik aufkam, nahm die Bedrohung durch die umliegenden arabischen Staaten und den Iran weiter zu. Wieder wurde eine israelische Delegation in die Schweiz entsandt, um nun auch den Zivilschutz der Schweiz zu übernehmen. Die Schweiz hatte das System für den Kalten Krieg entwickelt, mit Bunkern und verstärkten Kellern. Jeder Schweizer hatte einen Schutzplatz. «Im Libanon-Krieg 2006 war ich 300 Meter hinter der Frontgrenze in einer sozialistischen Genossenschaftssiedlung», erinnert sich Peter Forster, Oberst der Schweizer Armee und Chefredaktor der Militärzeitschrift Schweizer Soldat. «Plötzlich gab es Raketenalarm. Die Zivilbevölkerung musste in die Keller. Die Treppen waren sehr steil und massiv betonverstärkt.» Forster hatte der Abstieg in den Bunker Marke «Switzerland» geprägt. Er spricht über den Bunkerbau als dem «Beginn einer Freundschaft zweier Kleinststaaten».

nen Alleingang gegen den Iran gut. Nur 35 Prozent würden lieber den USA den Vortritt lassen. Israels Ministerpräsident rechnet mit 500 Toten Soldaten und Zivilisten auf israelischer Seite. Zum Vergleich: Im Libanon-Krieg waren es 160 Tote und im Gaza-Krieg 10. Mangeln würde es vor allem an Zivilschutzrichtungen. Die Bunker sind älter und reichen nicht für die gesamte Bevölkerung aus. Hinzu kommt, dass für den Fall eines Gasangriffs in Israel nicht genügend Schutzmasken zur Verfügung ste-

Diese Freundschaft wurde auf militärischer Ebene nie in Frage gestellt. Die Schweizer Lieferpolitik – eine Kombination aus Grundregeln und Ausnahmen – wird seit Jahrzehnten gepflegt. Strapaziert wurde sie dennoch. Denn die Schweiz lieferte nicht nur nach Israel, sondern auch an den Iran – und fand auch dafür Argumente. Ende der 1970er-Jahre schrieb das EVD in einer Lagebeurteilung über den Iran, dass die politischen Umwälzungen «im Hinblick auf die Anwendung des Kriegsmaterialgesetzes irrelevant» seien. Ein «spektakuläres Embargo», wie es in Archivdokumenten weiter heisst, wollte man verhindern, «um binnenwirtschaftliche Schäden zu vermeiden».

Die Diktion der Sicherheitskommission einige Jahrzehnte später ist ähnlich, wie aus internen Sitzungsprotokollen hervorgeht. So hiess es 2006, dass «angesichts der Rüstungsbeschaffungen aus Israel» eine Sistierung der jährlichen Gespräche «nicht sinnvoll» wäre. Diese wurde gefordert, als bekannt wurde, dass die Schweiz Streubomben nach Israel geliefert hatte.

Was die Schweiz im Detail zu einem allfälligen Krieg gegen den Iran beigetragen haben wird, kommt wohl erst in 30 Jahren ans Tageslicht. Dann nämlich werden die Archive mit den heute geheimen Militärdokumenten geöffnet. Rekrut Avi könnte dann 48 Jahre alt sein.

hen. Die Schweiz hatte dem Land schon vor zehn Jahren Schutzmasken angeboten, ohne dafür Geld zu verlangen. Israel lehnte das Angebot jedoch ab.

Treffen in Wien Um eine militärische Offensive in letzter Minute abzuwenden, wird am 24. August bei der Internationalen Atomenergiebehörde (IAEO) noch einmal verhandelt. Es könnte die letzte Chance für den Iran sein, Zugeständnisse an die Atomenergiebehörde zu machen und einem Erstschlag Israels noch zu entkommen.



Schweizer Firmen fühlen sich beim Gripen-Deal benachteiligt

Vom grössten Teil der Gegengeschäfte für den Gripen-Kauf profitieren die Ruag und Pilatus. Für KMU sei dies doppelt schlecht, sagt ein Branchenvertreter.

Christian Brönnimann

Es sind Zahlen, die in der Schweizer Industrie noch zu reden geben dürften: Kommt der Kauf von 22 Gripen-Kampffjets zustande, verpflichtet sich der schwedische Jethersteller Saab zwar, die ganze Kaufsumme mit Gegengeschäften mit Schweizer Unternehmen zu kompensieren. Davon würden aber in erster Linie der staatliche Rüstungskonzern Ruag und die Stanser Pilatuswerke profitieren. Für andere Unternehmen bliebe nur ein kleiner Teil der gesamten Kompensationssumme übrig. Diese Pläne legte die parlamentarische Subkommission, die die Beschaffung der Kampffjets begleitet, in ihrem Untersuchungsbericht offen («Bund» von gestern).

Konkret sichert Saab demnach der Schweiz Kompensationsgeschäfte im Umfang von mindestens 2,2 Milliarden Franken zu. Das ist ein integraler Bestandteil des Rüstungsgeschäfts. Davon soll aber eine ganze Milliarde an die Ruag gehen für die Endmontage der Gripen-Jets. Für weitere 600 Millionen Franken plant die schwedische Luftwaffe den Kauf von PC-21-Trainingsflugzeugen der Pilatuswerke. Nach Abzug von bereits abgewickelten Geschäften im Umfang von 200 Millionen Franken blieben damit für indirekte Gegengeschäfte mit Schweizer Unternehmen noch 400 Millionen Franken übrig. Hochgerechnet auf eine zehnjährige Beschaffungsphase wären dies 40 Millionen Franken pro Jahr.

Kein Know-how-Transfer

Für Vertreter der Industrie ist diese Verteilung eine grosse Enttäuschung. Die in Aussicht stehenden 400 Millionen seien ein «sehr tiefer Betrag», sagt Markus

Niederhauser, Präsident des Westschweizer Industrieverbandes GRPM. Für die KMU bleibe ein zu kleines Stück des Kuchens übrig.

Niederhauser prangert eine doppelte Benachteiligung an. Erstens sei es für die Unternehmen schwierig, an die sogenannten Offsetgeschäfte zu kommen. Zweitens finde ohne Aufträge auch kein breiter Know-how-Transfer statt, wie er im Rahmen von Kompensationsprogrammen jeweils versprochen werde. «So verbessern sich für viele Unternehmen die Aussichten auf internationale Geschäfte auch langfristig nicht», sagt Niederhauser. Neben der Aufteilung zwischen den grossen Konzernen und den KMU stehe auch die ungenügende Berücksichtigung aller Landesteile in der Kritik. Die Vorgabe, dass mindestens ein Drittel der Kompensationssumme in die Westschweiz und ins Tessin fliessen müsse, werde kaum erreicht, sagt Niederhauser.

Von den drei Jet-Anbietern, die ursprünglich im Rennen waren, schneidet Saab bei den Kompensationsgeschäften am schlechtesten ab. Die schwedische Firma werde nach Aussagen des Offsetbüros von Armasuisse «noch grosse Anstrengungen leisten müssen, um seine Offsetverpflichtungen erfüllen zu können», hält die Subkommission in ihrem Bericht fest. Die Konkurrenten EADS und Dassault hätten ein grösseres Potenzial ausgewiesen.

Schleppende Verhandlungen

Auch Markus Niederhauser hat von Saab den schlechtesten Eindruck. Im Gegensatz zu Saab hätten die anderen beiden Firmen in Vorgesprächen zugesichert,

bei ihren Offsetplänen entstünden keine so grossen «Klumpen», sagt Niederhauser. Die Gespräche mit den Schweden seien insgesamt «enorm langsam» angelaufen.

In der Tat musste in diesem Frühjahr ein erstes Businessstreffen zwischen schweizerischen und schwedischen Firmen wegen geringer Teilnahme verschoben werden. Als das Treffen im Juni dann doch stattfand, sprachen Beteiligte auf Schweizer Seite vorsichtig von ersten positiven Zeichen.

Ueli Maurer bezieht Stellung

Ein Sprecher von Saab geht auf Anfrage nicht näher ein auf die konkreten, im Bericht der Subkommission genannten Zahlen. Die Details seien Gegenstand von vertraulichen Verhandlungen. Der Leiter von Saab Aeronautics, Lennart Sindahl, betonte im Juni vor den Medien, dass auch in rüstungsfernen Branchen viele Optionen für die Offsetgeschäfte bestünden.

Das Verteidigungsdepartement äussert sich genauso wenig zu den Zahlen. «Erst die Vereinbarungen mit der schwedischen Regierung und die Vertragsverhandlungen werden die Grundlage für eine derartige Aufteilung bilden», sagt eine Sprecherin. Um den Anteil der KMU am Kompensationsgeschäft zu erhöhen, habe das Offsetbüro inzwischen zusätzliche Bemühungen gestartet.

Verteidigungsminister Ueli Maurer scheint einen gewissen Erklärungsbedarf bezüglich der Offsetgeschäfte auszumachen. Er hat die Medien für nächsten Dienstag zu einem Hintergrundgespräch eingeladen, in welchem er zum Thema Stellung nehmen will.



Übungsabbruch ist kein Tabu mehr

Kampffjets Bürgerliche erwägen, den Gripen fallen zu lassen, um dann die ganze Luftwaffe zu erneuern

VON LORENZ HONEGGER

Ersetzt die Schweiz ihre 54 veralteten Tiger-Jets mit dem schwedischen Kampfflugzeug Gripen, müsste sie ums Jahr 2030 auch ihre 33 F/A-18-Flieger mit dem skandinavischen Flieger ersetzen. Denn für eine kleine Luftwaffe wie die schweizerische wäre es schlicht zu teuer, zwei verschiedene Fliegermodelle zu betreiben. Im Klartext: Mit der Wahl des Gripen legt die Schweiz die Gesamterneuerung ihrer Luftwaffe in die Hände Schwedens. Ob es dazu kommt, ist fraglicher denn je.

FDP: «Alternatives Kampfflugzeug»

Seit dieser Woche zweifeln Sicherheitspolitiker bis weit ins bürgerliche Lager hinein, ob es nicht zu riskant wäre, sich in ein jahrzehntelanges Abhängigkeitsverhältnis zum schwedischen Saab-Konzern zu begeben. Beschränkte sich das Lager der Gripen-Kritiker bis vor kurzem auf die linken Parteien und wenige Bürgerliche, hält inzwischen sogar die FDP den Abbruch der Verhandlungen mit Schweden für eine valable Option.

Die Partei hat schon sehr konkrete Vorstellungen, was nach dem Übungsabbruch geschehen müsste: Sie verlangt «das Einleiten eines Verfahrens zur Evaluation eines alternativen Kampfflugzeuges im Rahmen

der ebenfalls anstehenden Erneuerung der F/A-18-Flotte», sollte sich Saab in den kommenden Monaten weiterhin als unzuverlässiger Partner erweisen.

Ursprung der aktuellen Verunsicherung ist der Bericht der Subkommission Tiger-Teilersatz vom Dienstag. Im 34-seitigen Papier kritisierte das überparteiliche Gremium die erheblichen finanziellen, technischen und politischen Risiken des Gripen-Deals. Nationalrätin Ida Glanzmann (CVP, LU) sagt: «Hätte ich den Bericht als einfache Bürgerin gelesen, würde ich den Gripen nicht mehr kaufen wollen. Damit spielt sie auf die wahrscheinliche Kampffjet-Volksabstimmung im Jahr 2014 an.

Neue Offertenrunde

Für den Fall eines Übungsabbruchs will Nationalrat, Ex-Militärpilot und Subkommissionspräsident Thomas Hurter (SVP, SH) nicht das gesamte Beschaffungsprozedere noch einmal von vorne starten. «Das würde zu lange dauern», sagt er. Stattdessen solle das Verteidigungsdepartement bei den unterlegenen Anbietern neue Offerten einholen und dies nicht nur für den Ersatz der Tiger-, sondern eben auch der F/A-18-Flotte. «Man müsste sich auch die Frage stellen, ob man für die Gesamterneuerung bisher nicht

berücksichtigte Hersteller zur Offertenrunde einladen will», sagt Hurter.

SVP-Bundesrat Ueli Maurers Aufmerksamkeit gilt weiterhin einzig und allein dem Gripen: Bis im Oktober muss er gemeinsam mit dem Gesamtbundesrat überzeugende Ant-

«Hätte ich den Bericht als einfache Bürgerin gelesen, würde ich den Gripen nicht mehr kaufen wollen.»

Ida Glanzmann,
Nationalrätin (CVP, LU)

worten auf die Kritikpunkte der Subkommission liefern. Ebenfalls im Oktober muss er dem Parlament das Rüstungsprogramm mit dem 3,1-Milliarden-Franken-Kredit für die 22 Gripen-Jets zustellen. Noch ist alles möglich. Klar ist nur: Maurer hatte schon bessere Tage. Dem Vernehmen nach reagierte er am Dienstag an der Sitzung der Sicherheitspolitischen Kommission (SiK) äussert gereizt auf Kritik an seinem Handling der Kampffjetbeschaffung. Auf die Unterstützung seiner Partei kann er offenbar nicht zählen. Die SVP hat noch nicht einmal eine Medienmitteilung zur Kritik der Subkommission verfasst.



az Aargauer Zeitung Gesamtausgabe

23.08.2012

Auflage/ Seite 195496 / 6 9048
Ausgaben 300 / J. 10016698

EVD / PD / UVEK / EFD / EDI / EJPD / BK

Dieser Artikel erschien in folgenden Regionalausgaben:

<i>Titel</i>	<i>Auflage</i>
az Aargauer Zeitung	90'716
az Aarau/Lenzburg/Wynental	31'743
az Baden/Brugg/Zurzach	33'685
az Fricktal	5'848
az Freiamt	10'681
az Limmattaler Zeitung	8'759
Zofinger Tagblatt	12'649
Luzerner Nachrichten	1'415



Comment les failles de l'évaluation ont avantagé le Gripen

> Avion de combat

Le rapport du parlement pointe les dérives du processus d'acquisition

> Les Suédois ont été favorisés, sans le dire

Sylvain Besson

La procédure d'évaluation du futur avion de combat de l'armée suisse s'est déroulée «de manière correcte». Mais au-delà de ce jugement d'ensemble, le rapport publié mardi par la sous-commission du parlement qui s'est penchée sur cet achat controversé met le doigt sur de nombreuses anomalies. Elles ont toutes abouti à favoriser le Gripen suédois, moins performant mais théoriquement moins coûteux, au détriment de ses concurrents, le Rafale français et l'Eurofighter produit par la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne.

■ Changement de paradigme

Dès 2007, le Département de la défense savait qu'il aurait au maximum 2,5 milliards de francs pour acheter son nouvel avion, trop peu pour les 33 exemplaires prévus. Le groupe de spécialistes chargé de l'évaluation a alors envisagé l'achat de 22 avions, de seulement 12 avions, ou d'un nombre indéterminé d'avions pour 2,2 milliards de francs.

Au final, l'armée a privilégié l'achat de 22 appareils et abandonné les autres options. Elle a

ainsi décidé d'acheter le plus possible d'avions, au détriment des performances du modèle choisi. «La sous-commission se demande si ce changement de paradigme n'a pas modifié la base de décision», écrit-elle dans son rapport. «Très tôt – et même avant le lancement officiel de la procédure d'appel d'offres début 2008 –, la direction politique du DDPS a été favorable à l'idée de privilégier un modèle meilleur marché [...] La sous-commission regrette de ne pas avoir été suffisamment clairement informée à ce sujet.»

Car en réalité, «la variante choisie et les contraintes budgétaires ne pouvaient déboucher que sur un seul choix, celui d'opter pour l'avion le moins cher» – le Gripen.

■ Tour de passe-passe

Au départ du processus d'évaluation, la Suisse pense acheter un appareil éprouvé, le Gripen C/D, qui sert déjà dans l'armée suédoise. Mais en 2010, l'acquisition est reportée de 2014 à 2015. Ce retard va permettre au constructeur suédois Saab de substituer son nouveau modèle, le Gripen E/F, à la version initiale. Les parlementaires mettront trois ans à être informé de ce glissement capital. Au lieu d'un avion qui vole, la Suisse en est réduite à évaluer virtuellement un prototype.

Pire, note le rapport, «Saab avait indiqué que les forces aériennes suédoises allaient acquérir le Gripen E/F en lieu et place du Gripen C/D; cette information n'a cependant jamais été vérifiée. Par la suite, la sous-commission a constaté que ce n'était pas le gouvernement suédois, mais les in-

dustriels qui s'étaient prononcés en faveur du passage au nouveau modèle.»

■ Un processus trop lent

Rien de tout cela ne serait arrivé si le Conseil fédéral n'avait pas traîné les pieds. Il n'a jamais voulu d'un nouvel avion, rappelle le rapport. «La procédure d'évaluation a été menée et conclue rapidement (les essais en vol ont débuté en août 2008 et le rapport d'évaluation a été terminé à la fin de l'année 2009). Par contre, le processus politique qui a suivi, marqué notamment par bien des tergiversations, a duré trop longtemps.» C'est ce qui a permis à Saab d'intercaler son nouveau modèle dans la compétition.

■ Terminologie confuse

En 2007, le document qui définissait les besoins militaires relatifs au nouvel avion était «très vague dans ses formulations», estiment les parlementaires. Les choses ne se sont pas améliorées ensuite. Les Forces aériennes et Armasuisse, l'organisme chargé des achats de matériel militaire, ont utilisé une échelle de note différente pour évaluer les appareils. Celle d'Armasuisse a noté le Gripen «juste satisfaisant» dans les domaines clés de «l'efficacité opérationnelle» et de la police aérienne. Or, la sous-commission estime que dans l'usage courant, le terme «juste satisfaisant» correspond plutôt à «insuffisant».

«En utilisant deux barèmes différents et des appréciations divergeant nettement de l'usage courant, Armasuisse et les Forces aériennes se sont elles-mêmes



complicé la tâche», explique le rapport. Ce procédé «qui prête à confusion et qui est difficile à présenter à des tiers» a nourri les critiques contre le choix du Gripen.

■ **Discorde sur le risque**

Des divergences sont apparues entre les pilotes militaires et l'organisme fédéral chargé d'évaluer l'avion. Pour les Forces aériennes, le passage du Gripen C/D au modèle E/F présente un risque «important» et son développement pourrait prendre plus de temps que prévu. Pour Armasuisse, le risque est seulement «moyen». Ce centre de

compétence de la Confédération pour l'acquisition d'armes a aussi été critiqué par les concurrents du Gripen pour sa partialité. Il aurait sous-évalué le défi technique que

pose le passage à la version E/F. De plus, «les entretiens organisés par Armasuisse entre le début de l'année 2010 et le choix de l'appareil ne portaient plus que sur des questions de planification, éveillant ainsi l'impression que l'offre de Saab était privilégiée.»

■ **«Bilan très mitigé»**

L'avionneur suédois reçoit les plus mauvaises notes au sujet des

contrats compensatoires dont devraient profiter des entreprises suisses. «Le bilan des rencontres organisées entre les représentants de Saab et de ses sous-traitants avec les représentants de l'industrie suisse reste pour l'instant très mitigé, note le rapport. Comme beaucoup de sous-traitants suédois n'ont pas fait le déplacement, seul un petit nombre d'industriels helvétiques a participé à ces rencontres. Aux dires du Bureau des affaires compensatoires, ces derniers n'ont pas une très bonne opinion de Saab, qui laisserait à ses partenaires l'impression de ne pas tenir ses promesses.»



Lier l'achat à un accord fiscal? Attention danger

> Jusqu'où peut aller la coopération liée à l'acquisition d'un avion militaire?

A-t-il été envisagé de lier l'acquisition d'un nouvel avion de combat à d'autres négociations, comme cela a été suggéré mardi lors de la discussion menée par la Commission de politique de sécurité (CPS) du Conseil national?

Comme l'a indiqué sa présidente, Chantal Galladé (PS/ZH), un membre de la commission a suggéré d'encorder l'achat de 22 appareils Gripen à la conclusion d'un accord avec la Suède pour un impôt libérateur du type Rubik. Cette idée ne tombe pas du ciel: même si ce n'est pas officiel, la Suède fait bel et bien partie des Etats avec lesquels la Suisse souhaite conclure une telle convention fiscale.

Il est cependant délicat de ficeler un paquet combinant un avion militaire et un traité fiscal. Comme la commande des avions Gripen n'est pas sans influence sur la survie de l'industrie aéronautique suédoise,

le rejet d'un paquet hybride de ce genre équivaldrait à provoquer la chute de Saab, prévient un connaisseur du dossier.

Rien n'indique non plus qu'un tel scénario ait été envisagé dans le cadre de l'offre faite par le groupe Dassault pour le Rafale français. «Cela serait perçu comme du chantage si l'on liait les dossiers fiscaux à l'acquisition d'un avion», analyse cet observateur.

Accès au système Awacs

En revanche, des contreparties sont possibles dans le secteur de la défense. Ueli Maurer a signé avec sa collègue suédoise, Karen Enström, une déclaration d'intention pour une coopération renforcée entre les deux pays dans ce domaine.

De même, après que le Conseil fédéral a opté pour le Gripen, Dassault, apparemment avec l'appui du gouvernement Sarkozy, aurait présenté une nouvelle offre combinant l'achat de 18 Rafale et des facilités d'entraînement pour les Forces aériennes suisses sur le tarmac de Dijon, y compris l'accès au système de détection et de commandement radar Awacs. **Bernard Wuthrich** BERNE



Der verschlungene Weg der Waffen

Nicht nur Schweizer Handgranaten, sondern vor allem auch Waffen östlicher Herkunft gelangen über die Türkei zum syrischen Widerstand. Saudi-Arabien, Libyen, Katar und die amerikanische CIA spielen dabei eine zentrale Rolle.

Von Kurt Pelda (Text und Bilder)

Zwei rotweisse türkische Fahnen flattern neben der grünweiss-schwarzen Trikolore der syrischen Rebellen im Wind. Der Grenzübergang heisst Bab as-Salam, Tor des Friedens, und ist für den Schwerverkehr eigentlich geschlossen. Doch ein Sattelschlepper mit einem Kran auf der Ladefläche schickt sich soeben an, von der syrischen Seite zum türkischen Zollhaus hinüberzufahren. Zwei Kämpfer der Freien Syrischen Armee (FSA) erheben sich von ihren lilafarbenen Plastikstühlen und öffnen ein grosses Schiebetor für den Lastwagen. Dahinter folgt ein silbergrauer Pick-up mit syrischen Nummernschildern. Auch er wird durchgewinkt.

Den Soldaten von Präsident Assad abgerungen hat die FSA das Tor des Friedens erst vor rund einem Monat. Ein zweiter Grenzübergang wurde fast zeitgleich weiter südwestlich erobert. Von den beiden Zollstationen führen strategisch wichtige Strassen in die umkämpfte Wirtschaftsmetropole Aleppo, in Luftlinie nur vierzig bis fünfzig Kilometer von der Grenze entfernt. Welche Art von Gütern seither an den türkischen Zöllnern vorbei nach Syrien gelangen, darüber schweigen sich sowohl die Türkei als auch die FSA beharrlich aus. Beide Staaten, die lange über gute Beziehungen verfügten, teilen sich eine mehr als 800 Kilometer lange Grenze, die auf türkischer Seite durch Stacheldrahtzäune und Wachtürme mit Soldaten gesichert ist. Damit will Ankara verhindern, dass Guerillas der kurdischen Separatistenorganisation PKK aus Syrien einsickern.

«Jetzt kriegen wir Gewehre umsonst»

Trotz der Grenzbefestigungen gab es schon vor dem syrischen Bürgerkrieg einen florieren-

den Schmuggel an den türkischen Soldaten vorbei. Diese Schmugglernetzwerke bilden das Rückgrat des Waffennachschubs für die Rebellen. Muhammad, ein ziviler Aktivist der FSA, steht in Sichtweite des Bab as-Salam. Noch vor drei Monaten beschwerte er sich mit britischem Akzent über die sündhaft teuren Kalaschnikows auf dem Schwarzmarkt. Jetzt gibt er lächelnd zu, dass die FSA die Gewehre nicht mehr zu bezahlen brauche. «Wir kriegen die jetzt umsonst.» Unweit von Muhammad, der seinen vollständigen Namen ungern in der Zeitung lesen würde, befindet sich eine ehemals syrische Polizeistation, nur wenige hundert Meter vom Grenzzaun entfernt.

Dort kommt ein blauer Kleinlastwagen angebraust. Zwei Kämpfer steigen aus, und die Besatzung der Polizeistation bittet, auf Filmaufnahmen zu verzichten. Bei dem schweigsamen Fahrer und dem Beifahrer des Lastwagens handelt es sich um Schmuggler, die Nachschub am Grenzzaun abholen, daran lassen die Anwesenden keinen Zweifel. Einer der Männer, dessen Informationen sich in der Vergangenheit meist als korrekt herausstellten, erzählt, dass eine Lieferung von rund zwanzig Flugabwehr-Lenkraketen eingetroffen sei. Zu sehen bekommt man die Lenkwaffen allerdings nicht.

Spätestens seit dem Abschuss eines türkischen Kampfflugzeugs über dem östlichen Mittelmeer durch die syrische Luftabwehr gewährt der türkische Geheimdienst MIT der FSA diskrete Waffenhilfe. Die Gegend beim Tor des Friedens dient dabei als eine von mehreren Transitzonen. Harte Beweise für ausländische Waffenlieferungen an die syrischen Rebellen gibt es kaum. Der gewöhnlich zuver-



lässige Internet-Informationdienst Intelligence Online berichtet, dass der amerikanische Geheimdienst CIA leichte Waffen, also Kalaschnikows, Maschinengewehre und Panzerfäuste, in der Region rund um das Schwarze Meer einkaufte. Genannt werden dabei vor allem die Länder Bulgarien, Rumänien und Ukraine, die noch über grosse Bestände aus Sowjetzeiten verfügen. Bezahlt werde das Kriegsmaterial von Saudi-Arabien und Katar, wie Intelligence Online weiter schreibt. Der Vorteil dabei ist, dass sich das Kriegsmaterial am Schluss um nichts von jenem unterscheidet, das die syrische Armee verwendet. Damit lässt sich unmöglich herausfinden, ob die FSA die Waffen von der Armee erbeutet oder aus dem Ausland erhalten hat.

Ruag-Granaten auch bei Assads Armee

Eine von ganz wenigen Ausnahmen sind in diesem Zusammenhang die Handgranaten der schweizerischen Waffenschmiede Ruag, die bei der FSA nahe der türkischen Grenze zuhauf aufgetaucht sind, wie die «Rundschau» des Schweizer Fernsehens kürzlich mit Videomaterial belegt hat. Seit 1998 hat die Schweiz kein Kriegsmaterial mehr nach Syrien geliefert, und die Granaten der Typen HG 85 und OHG 92 wurden erst 2003 hergestellt, wie sich den Aufschriften unschwer entnehmen lässt. Auf keinen Fall handelt es sich dabei also um Beutestücke, auch wenn manche Rebellen gebetsmühlenhaft das Gegenteil behaupten. Die Handgranaten stammen offenbar aus einer legalen Lieferung von rund 225 000 Stück an die Vereinigten Arabischen Emirate (VAE). Um den Verbleib der Waffen «made by Ruag» abzuklären, wurde eine gemischte Untersuchungskommission eingesetzt. Diese fand heraus, dass die Emirate einen Teil der Sprengkörper schon kurz nach dem Import trotz einer anderslautenden «Nichtwiederausfuhrerklärung» an Jordanien verschenkt hatten. Bereits im März dieses Jahres gab es Medienberichte, laut denen Saudi-Arabien unter anderem Jordanien und dessen gemeinsame Grenze mit Syrien zur Transitdrehzscheibe für

den geheimen Waffennachschub zugunsten der FSA gemacht habe. Diese Berichte dementierte Amman vehement.

Dass die Schweizer Handgranaten vor allem in Aleppo, also nahe der türkischen Grenze, aufgetaucht sind, spricht allerdings eher dafür, dass die Waffen von Jordanien in die Türkei verschifft oder geflogen wurden und von dort nach Syrien gelangten. Inzwischen hat selbst **Inzwischen hat selbst die syrische Armee im Westen von Aleppo vereinzelt HG 85 erbeutet.**

die syrische Armee im Westen von Aleppo vereinzelt HG 85 erbeutet, wie soeben im britischen *Independent* nachzulesen war. In der türkischen Stadt Adana soll die CIA zusammen mit Saudi-Arabien und Katar ein geheimes Zentrum zur Koordination des Waffennachschubs nach Nordsyrien eingerichtet haben. Dabei scheint die CIA aus den Fehlern der Vergangenheit gelernt zu haben. Noch in den achtziger Jahren, als die CIA die afghanischen Mudschaheddin im Kampf gegen die Sowjets aufrüstete, stützten sich die Amerikaner auf die Hilfe des pakistanischen Geheimdienstes ISI. Dieser verteilte die von den USA bezahlten Waffen vor allem an islamistische Kampfgruppen unter den Afghanen. Dem will die CIA nun offenbar mit der Präsenz eigener Agenten in der Türkei vorbeugen. Der Geheimdienst bemüht sich, den Nachschub so zu kanalisieren, dass möglichst keine Ableger von al-Qaida oder anderen Extremistengruppen davon profitieren. Bedenken haben die Amerikaner scheinbar auch angemeldet, wenn es um die Lieferung schwerer Waffen und moderner Systeme zur Panzer- und Flugabwehr geht.

Wie es scheint, versucht Libyen in die Bresche zu springen. So sollen laut unbestätigten Berichten moderne russische Kornet-Panzerabwehrraketen aus ehemals libyschen Beständen in geringer Stückzahl bei der FSA aufgetaucht sein. Damit zerstörten die Rebellen nicht nur Panzer und Bunker, sondern auch auf Flugplätzen geparkte Kampfflugzeuge, wie Youtube-Videos nahelegen. Um den Man-



gel an schwerem Gerät zur Panzerabwehr aus-
zugleichen, haben die Rebellen in Aleppos
westlichem Stadtviertel Saif ad-Daulla impro-
visieren gelernt. Zwei von ihnen bringen
selbstgebastelte Minen und eine Motorradbat-
terie zu einem bereitstehenden Auto. Die Mi-
nen sind aus Stahl gefertigt und verfügen über
eine sogenannte Hohlladung. Dabei ist der
Sprengstoff rund um einen Kegel angeordnet.
Damit lässt sich auch dickster Panzerstahl
durchschlagen. ○